

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 818^e
SÉANCE

Vendredi 26 octobre 1962,
à 15 h 10



NEW YORK

SOMMAIRE

Points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [suite]

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)
Développement économique des pays sous-développés (suite):

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;
- b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale;
- c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation;
- d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général;
- e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général;
- f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (suite)

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (suite)

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (suite)

Discussion générale (suite) 159

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINTS 12, 34, 35, 36, 37, 39 ET 84 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [A/5203] (suite)

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (A/5194, E/3613, E/3613/Add.1, E/3613/Add.2 et 3, E/3658, E/3664, E/3674) [suite]

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

Page

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (A/5195);
- b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale (E/3654);
- c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1);
- d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général (E/3628, E/3629, E/3661, E/3668);
- e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (E/3603);
- f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/5196, E/3643)

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/5221, A/C.2/214, A/C.2/L.645, A/C.2/L.648 et Corr.1 et Add.1, E/3631 et Add.1 à 4) [suite]

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/5221, E/3447, E/3644, E/CN.13/43, E/CN.13/45) [suite]

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à E/SR.1179, E/SR.1181) [suite]

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) [suite]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. TCHOBANOV (Bulgarie) note qu'au cours des deux derniers siècles, qui correspondent à l'épanouissement du capitalisme moderne, la science et la technique ont marqué une avance prodigieuse qui n'a rien de comparable dans l'histoire des époques précédentes et qui, selon toute vraisemblance, se poursuivra à un rythme plus accéléré encore pendant les prochaines années. Or, ce progrès, qui a rendu possible un accroissement des richesses matérielles, n'a profité qu'à un nombre très restreint de pays situés principalement en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Dans les continents asiatique et africain, placés naguère sous la dépendance coloniale ou semi-coloniale des puissances européennes, et en Amérique latine, pourtant indépendante depuis un siècle, les forces productrices et le niveau de vie sont demeurés stationnaires ou ont régressé. Alors que le capitalisme poursuivait sa marche triomphante à travers le monde, des industries artisanales florissantes étaient ruinées en Inde, dans la première moitié du XIX^e siècle; au Brésil, le niveau du re-

venu national par habitant n'a fait que baisser depuis 110 ans. Cette inégalité dans le progrès économique et scientifique découle de la nature même du système capitaliste, qui repose sur la division du monde en riches et en pauvres, en exploiters et en exploités, tant dans le cadre de la nation qu'à l'échelle internationale.

2. Il y a quelques dizaines d'années seulement, la zone de pauvreté et de sous-développement s'étendait aussi à l'Europe orientale. Ainsi, avant la seconde guerre mondiale, la Bulgarie produisait 28 fois moins d'énergie électrique par habitant que la Suisse, consommait 18 fois moins de sucre par habitant que la Suède (environ autant que l'Irak aujourd'hui) et utilisait 12 fois moins de cotonnades que la Belgique. La valeur de son commerce extérieur par habitant était inférieure à celle du commerce extérieur par habitant de la Guyane britannique. L'absence d'industrie et même d'effort pour s'industrialiser aboutissait à une surpopulation rurale effrayante: les trois quarts de la population vivaient à la campagne, où l'étendue moyenne de la terre cultivée par une famille était de quatre hectares. La majorité des paysans étaient donc des chômeurs cachés qui souffraient de sous-alimentation. Les chiffres officiels montrent d'ailleurs que de 1911 à 1938 la taille moyenne des jeunes gens appelés à faire leur service militaire avait diminué de 12 centimètres.

3. La situation de la Bulgarie est aujourd'hui radicalement différente, grâce à la révolution socialiste menée à bien en 1944. Après quatre années de reconstruction pour réparer les dommages causés par la guerre et l'occupation nazie, la Bulgarie a commencé en 1948 à édifier son économie. En 14 ans, elle a obtenu des succès remarquables. Aujourd'hui, la production industrielle est 14 fois plus élevée que celle de 1939 et la production d'énergie électrique 19 fois supérieure. De 1939 à 1960, la production de charbon a augmenté de 6,2 fois, celle des produits laminés de 35 fois, celle de minerai de plomb de 30 fois, celle de minerai de zinc de 48 fois, celle de sucre de 5,4 fois et celle de conserves de 22 fois. Une industrie chimique et des fabriques de machines ont été créées: la Bulgarie satisfait désormais 40 p. 100 de ses besoins de machines et procède même à des exportations. Le revenu national a augmenté de 2,8 fois, le nombre d'ouvriers et d'employés de 8 fois. Quant à l'agriculture, sa production a progressé de 70 p. 100. Les entreprises de commerce de détail ont offert au public 3,4 fois plus de marchandises en 1960 qu'en 1950. Enfin, il ne faut pas oublier que l'instruction publique et les soins médicaux sont gratuits.

4. Certes, la Bulgarie n'a pas encore atteint le niveau actuel des pays les plus avancés de l'Ouest, car elle est partie d'un point de départ extrêmement bas, mais c'est ce qu'elle se propose de faire en appliquant son plan de 20 ans pour la période 1960-1980. Les objectifs grandioses de ce plan, grâce auquel elle compte quintupler son produit national et son revenu national, susciteront sans doute quelque scepticisme; ils n'en seront pas moins exécutés aussi fidèlement que l'ont été ceux des plans antérieurs. En 1980, la production industrielle sera 7 fois plus élevée qu'en 1960, soit 80 fois plus élevée qu'en 1944. Celle de charbon égalera 80 millions de tonnes environ, soit pratiquement la production française actuelle. La production d'électricité égalera celle de la Norvège, qui est particulièrement élevée. En

1980, la sidérurgie sera 10 fois plus importante qu'en 1960 et atteindra approximativement le niveau actuel de la Belgique. La production de plomb et de zinc sera l'une des plus fortes du monde, soit environ 145 000 tonnes et 90 000 tonnes respectivement. D'ici 1980, la production chimique et de caoutchouc augmentera de 27 fois et celle de machines de 17 fois. Appliquant le principe de la division du travail entre les différents pays socialistes, la Bulgarie se spécialisera dans la production des machines-outils, des moteurs et du matériel pour les mines, la métallurgie et le bâtiment; une industrie automobile sera créée avec la coopération de l'Union soviétique. La production de biens de consommation ne progressera pas moins vite: en 1980, la Bulgarie fabriquera 530 à 570 millions de mètres de cotonnade, près de 650 000 appareils de T.S.F., autant de postes de télévision, 120 000 voitures et 300 000 réfrigérateurs, tout cela pour une population de 9 à 10 millions d'habitants.

5. Par conséquent, de 1948 à 1980, le revenu national aura augmenté de 15 fois, la production industrielle de 80 fois et la production agricole de 5 fois environ. Partie d'un niveau assez proche de celui de certains pays très pauvres du Moyen-Orient ou d'Amérique latine — sauf peut-être en ce qui concerne l'instruction populaire généralisée et l'existence d'un réseau ferroviaire — la Bulgarie dépassera en l'espace d'une génération les pays les plus développés qui ont joui pendant des siècles d'une situation privilégiée. La Bulgarie est donc légitimement fière de ses succès. Sans vouloir nullement imposer son point de vue ou ses méthodes aux autres nations — car il importe dans chaque cas de tenir compte des particularités historiques, géographiques et ethniques ainsi que du rapport des forces en présence —, elle est prête à partager avec d'autres pays le "secret" de sa réussite, qui n'est autre que l'application des principes directeurs suivants: planification de l'économie nationale (nécessité aujourd'hui presque universellement reconnue); concentration entre les mains de la collectivité, c'est-à-dire de l'Etat socialiste, des activités clefs de la vie économique et de l'exercice de ces activités dans l'intérêt de la collectivité; industrialisation; remembrement des exploitations agricoles grâce à la coopération, de manière à rendre la mécanisation possible; utilisation intensive et rationnelle des ressources naturelles de la nation dans l'intérêt exclusif de celle-ci et hors de l'emprise des groupements d'intérêt étrangers; mobilisation de l'enthousiasme des masses populaires qui prennent conscience qu'elles travaillent pour leur propre avenir; répartition équitable du produit du travail national; amélioration graduelle des conditions d'existence de pair avec la croissance économique; et enfin coopération fraternelle avec les autres nations socialistes, qui s'entraident mutuellement de manière à égaliser prochainement les niveaux de vie dans leurs divers territoires.

6. La Bulgarie ne sous-estime nullement les efforts déployés par l'ONU et ses organes subsidiaires pour aider les pays encore insuffisamment développés et appuiera toute initiative constructive qui pourra être prise à cet effet. Elle estime néanmoins que les mesures prises jusqu'ici le sont avec une lenteur désespérante qui n'empêche pas l'écart qui sépare les pays riches des pays pauvres de s'aggraver, par suite surtout des obstacles que les pays capitalistes hautement développés de l'Ouest essaient de mettre au développement des pays sous-développés. C'est ainsi que sur le plan de l'industrialisation le repré-

sentant du Royaume-Uni n'a pas hésité à préconiser en 1961, à la première session du Comité du développement industriel, les méthodes appliquées par son pays pour "l'industrialisation" des colonies britanniques. En réalité, industrialiser, pour les pays de l'Ouest, c'est cantonner ces territoires à tout jamais dans le rôle exclusif de fournisseurs de matières premières à bon marché. Un autre programme de l'Ouest, conçu d'ailleurs en dehors des Nations Unies, le programme dit d'Alliance pour le progrès, s'intéresse bien peu à l'industrialisation de l'Amérique latine, pourtant de première nécessité pour remédier au surpeuplement et pour assurer l'indépendance économique réelle des pays intéressés. D'autre part, les efforts de certains pays sous-développés pour concentrer entre les mains de l'Etat les activités économiques clefs suscitent la réaction hostile des puissances de l'Occident capitaliste, comme le montrent l'agression armée du Royaume-Uni, de la France et d'Israël après la nationalisation par l'Egypte du Canal de Suez ou les menaces formulées par Washington après la nationalisation de la compagnie américaine des téléphones par une autorité provinciale du Brésil. Tout prouve que l'essentiel pour l'Ouest est de préserver la chasse gardée de ses puissants groupements d'intérêt.

7. A la seizième session de l'Assemblée générale, en proposant la Décennie des Nations Unies pour le développement, le représentant des Etats-Unis a exprimé l'avis que le salut devait venir de l'investissement de capitaux privés importants par les pays très développés. Pourtant, d'innombrables capitaux privés sont déjà investis dans les continents sous-développés. Qui exploite les gisements pétrolifères du Moyen-Orient et d'Amérique latine, le caoutchouc de l'Asie du Sud-Est, les métaux non ferreux de la Rhodésie, du Katanga et du Chili? Il y avait un milliard de dollars de capitaux privés américains investis dans la seule République de Cuba, pays de quelque 6 millions d'habitants. Si ces capitaux gigantesques de la haute finance internationale n'ont pas fait sortir l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique latine de leur détresse économique et sociale, on se demande pourquoi ils auraient un effet opposé sous l'égide de la Décennie. Si rien n'était changé dans les méthodes d'investissement des groupements financiers, même si 250 milliards de dollars étaient investis pour le milliard et demi d'habitants affamés des pays sous-développés (c'est-à-dire dans la même proportion qu'à Cuba naguère), le sort des pays bénéficiaires serait aussi misérable qu'était celui de Cuba. La délégation bulgare ne s'oppose pas d'une manière absolue à l'emploi des capitaux privés dans les pays sous-développés — surtout quand les intéressés eux-mêmes le souhaitent —, mais elle ne croit pas que ces capitaux puissent jouer un rôle décisif et affirme que pour être utile leur emploi doit être strictement réglementé.

8. Outre les obstacles directs et indirects que l'Ouest place en travers du progrès économique des pays sous-développés, il importe de lever les entraves au commerce normal entre les différents pays du monde, quel que soit leur degré de développement ou leur structure économique et sociale. Le représentant de l'URSS a déjà souligné à juste titre l'importance de ce problème (803ème séance). Comme lui, M. Tchobanov estime que l'un des aspects les plus angoissants de la situation actuelle est celui du rapport inéquitable entre les échanges des pays développés exportateurs

de produits manufacturés et ceux des pays sous-développés exportateurs de matières premières. Il importe également de renoncer aux mesures discriminatoires prises contre les pays socialistes dans le cadre de la guerre froide. La question des groupements économiques fermés comme la Communauté économique européenne est d'ailleurs un autre aspect du même problème et bien des représentants ont souligné à juste titre le caractère agressif et néo-colonialiste de ce mouvement, qui tend à aggraver la discrimination contre les pays socialistes et à maintenir les pays sous-développés dans leur dépendance économique.

9. Parmi les mesures néfastes prises par les pays occidentaux, le représentant de la Bulgarie se proposait il y a quelque temps de signaler, comme une entrave extrêmement grave au commerce international, le blocus de fait imposé à Cuba par la décision récente du Congrès américain, alors que les Etats-Unis s'étaient de tous temps déclarés champions résolus du principe de la liberté des mers et de la liberté de navigation et qu'ils en avaient fait en 1941, dans la Charte de l'Atlantique, l'un des principes de base de la coalition antihitlérienne. Ces affirmations seraient aujourd'hui trop faibles après les tout derniers actes des Etats-Unis. Il ne s'agit plus en effet d'une simple violation du principe de la liberté des mers, pour lequel des soldats américains ont pourtant versé leur sang, mais bien d'un blocus pur et simple, acte de guerre par excellence, quoique sans déclaration de guerre et bien que baptisé du nom de "quarantaine".

10. En terminant, le représentant de la Bulgarie tient à s'associer à tous les représentants qui ont appuyé la proposition formulée par l'Union soviétique de convoquer une conférence économique internationale dans le courant de l'année 1963.

11. Mlle HARELI (Israël) déclare que sa délégation fait entièrement siennes les recommandations formulées par le Conseil économique et social dans sa résolution 916 (XXXIV) et a pris connaissance avec intérêt des mesures proposées dans le rapport du Secrétaire général (E/3613) pour atteindre les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Le Secrétaire général a souligné avec raison à la section II du rapport qu'une unanimité impressionnante s'est faite sur les avantages que peut présenter la planification du développement et que l'on a fait des progrès en ce qui concerne les méthodes. La planification de l'expansion d'un pays sous-développé est cependant fort différente des efforts qu'ont faits par exemple les pays européens après la dernière guerre pour reconstruire leur économie: même sans plan, ils pouvaient obtenir des résultats spectaculaires parce qu'il ne s'agissait que de remettre en marche une machine qui existait déjà, avec l'aide de travailleurs et d'entrepreneurs expérimentés. Il n'en est pas de même dans les pays en voie de développement, qui doivent créer une société et une économie dont la structure ne s'élaborera que progressivement, selon les ressources nationales humaines et naturelles et, en partie du moins, à l'image des sociétés avancées contemporaines.

12. Comme l'a souligné Albert O. Hirschman dans son livre intitulé *The Strategy of Economic Development*, l'élaboration de plans complets a ses inconvénients, car elle risque de masquer l'orientation principale à prendre. Il est préférable de mettre au point une stratégie générale, avec un ordre d'urgence strict.

pour faire porter tous les efforts sur quelques secteurs bien choisis. C'est cette attitude qu'a d'abord adoptée Israël en appliquant plusieurs plans distincts. Ainsi, un plan septennal de développement de l'agriculture avait été élaboré dès 1949 d'après les projections de la demande de produits agricoles sur le plan intérieur et extérieur. D'autres plans ont été ensuite appliqués dans les domaines de l'énergie, des communications, du logement et de l'industrie. Pour faire entrer tous ces plans dans un ensemble cohérent, on a inscrit les mesures fiscales qu'il fallait adopter dans un budget national élaboré en 1958; des prévisions macro-économiques à long terme ont alors été faites sous la direction de deux experts envoyés par les services d'assistance technique des Nations Unies.

13. Ce n'est qu'en 1962 qu'Israël a établi un service national de planification et entrepris l'exécution de son premier plan quadriennal de développement. Le taux de croissance annuel a été fixé à 10 p. 100, avec un taux d'accroissement démographique de 4,5 p. 100, de sorte que le produit national brut par habitant progresse d'environ 5 p. 100 par an. Pour atteindre le plein emploi, la main-d'œuvre employée devra augmenter de 4,5 à 5 p. 100; il faudra que la production par heure/ouvrier augmente de 5 p. 100 pour que le taux de croissance du produit national progresse de 10 p. 100. Cela devrait être possible grâce à une augmentation de la productivité et une élévation de 3 p. 100 du taux d'investissement par personne employée. Israël cherchera également à faire disparaître le déficit de sa balance des paiements tout en développant les deux régions encore inexploitées du Néguev et de la Galilée centrale.

14. Pour permettre l'exécution de ce plan, Israël a adopté en février 1962 un nouveau taux de change réaliste pour sa monnaie, après consultation du FMI. Le pays devra également assurer la formation de la main-d'œuvre, augmenter annuellement les investissements de 8 p. 100, développer l'épargne, restreindre la consommation des particuliers, ainsi qu'investir dans les secteurs permettant d'accroître les exportations ou de supprimer les importations. Des mesures seront prises sur le plan monétaire et fiscal ainsi que sur le plan des salaires pour assurer autant que possible la stabilité des prix.

15. Comme l'établissement de projections à long terme des tendances mondiales peut aider les planificateurs nationaux à décider de favoriser un secteur économique plutôt qu'un autre, la préparation de projections par les Nations Unies et les institutions qui lui sont rattachées est particulièrement utile. La délégation israélienne se félicite de la création du Centre des projections et de la programmation économiques et prend note avec intérêt des projections de l'offre et de la demande de produits non agricoles et de produits agricoles préparées respectivement par l'ONU (E/3629) et la FAO¹.

16. Les objectifs économiques ne peuvent cependant pas se mesurer uniquement en chiffres et en statistiques; le développement est le fruit de la volonté d'êtres humains et, si on veut l'encourager, il ne faut pas négliger le progrès social. Les programmes d'action sociale prévus dans les mesures proposées par le Secrétaire général pour la Décennie sont encourageants. Il convient aussi de féliciter le Gouver-

nement des Pays-Bas, dont les dons permettront de créer l'Institut de recherches des Nations Unies pour le progrès social, assurément fort utile. Toutes ces mesures s'orientent dans la bonne voie, car il est certain que, comme l'a fait observer le Directeur général du Fonds spécial, les programmes d'assistance des 10 dernières années auraient donné des résultats beaucoup plus concrets si l'on avait accordé aux ressources humaines la même attention qu'aux ressources naturelles. La délégation israélienne voit donc avec satisfaction que 40 p. 100 des activités du Fonds spécial concernent la formation professionnelle et que l'AID s'apprête à s'intéresser aussi à l'enseignement. Enfin, la délégation israélienne est heureuse de la décision prise par le Conseil économique et social de créer le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Le problème du logement se pose à beaucoup de pays, surtout aux pays en voie de développement, et intéresse aussi Israël, dont la population augmente rapidement. C'est pourquoi la délégation israélienne s'était associée à la première résolution que la Commission des questions sociales avait adoptée à l'unanimité à ce sujet et qui a conduit finalement à l'adoption par le Conseil de la résolution 903 C (XXXIV). Il faut espérer que le Comité commencera ses activités très prochainement.

17. Le Gouvernement israélien approuve la décision du Conseil économique et social de convoquer une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, car c'est dans ce domaine que l'interdépendance de toutes les nations est la plus grande, et des mesures concrètes s'imposent. Tout d'abord, le commerce des denrées alimentaires de base et des matières premières devrait procurer aux pays en voie de développement les devises dont ils ont besoin pour leur développement. Quelques résultats ont été obtenus par des accords internationaux sur certains produits. Cette tendance est à encourager, mais devrait être complétée par d'autres méthodes. La délégation israélienne attend avec intérêt les recommandations du Groupe technique de travail chargé par la Commission du commerce international des produits de base d'étudier les mesures de financement compensatoire et espère que les discussions qui ont eu lieu sur les problèmes du commerce international de ces produits se traduiront bientôt par une action concrète.

18. La question des recettes d'exportation des pays en voie de développement ne peut recevoir de solution durable sans la diversification de l'économie de ces pays. Le développement industriel a un rôle décisif à jouer à cet égard. On s'accorde maintenant à le reconnaître, comme le montre l'intensification récente des travaux de l'ONU dans ce domaine par la création du Comité du développement industriel et du Centre de développement industriel, ainsi que par la nomination du Commissaire au développement industriel. Il est à espérer que ces nouveaux organes permettront de fournir une meilleure assistance technique aux pays qui la demanderont. L'excellente étude d'ensemble sur l'industrialisation et le développement économique intégrée dans l'Etude sur l'économie mondiale, 1961 (E/3624/Rev.1) présente à cet égard un intérêt particulier. La diversification est nécessaire aussi dans l'agriculture, pour renforcer la position des pays qui dépendent de l'exportation d'un très petit nombre de produits de base et améliorer le régime alimentaire de leur population.

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Produits agricoles — Projections pour 1970, Supplément spécial, Rome, 1962.

19. Le Gouvernement israélien considère l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, auquel il a adhéré en juillet 1962, comme un instrument important pour l'expansion du commerce mondial. La réunion à l'échelon ministériel des parties contractantes au GATT qui a eu lieu en novembre 1961 a accordé une attention particulière aux problèmes commerciaux des pays en voie de développement et a recommandé, dans la Déclaration concernant la promotion du commerce des pays moins développés^{2/}, une série de mesures que les gouvernements, et plus particulièrement ceux des pays industriels, devraient prendre pour permettre aux pays en voie de développement d'accroître leurs exportations. Le GATT serait rendu plus efficace par l'adhésion de nouveaux membres, y compris les pays en voie de développement disposés à accepter ses principes de non-discrimination.

20. La Communauté économique européenne est de loin le plus important des groupements économiques. Il est encourageant d'apprendre que jusqu'ici le volume de son commerce extérieur a augmenté davantage que celui de son commerce intérieur. Mais la Communauté devra prendre des mesures soigneusement réfléchies pour que cette tendance continue, car les petits pays dépendent largement de leur commerce extérieur, comme le montre le rapport entre les importations et le revenu national dans les grands et les petits pays. En 1960, ce rapport était de 3,6 p. 100 pour les Etats-Unis et de 3,5 p. 100 pour l'Union soviétique, contre 49,1 p. 100 pour les Pays-Bas, 37,8 p. 100 pour le Danemark et 26,8 p. 100 pour Israël. Il ne serait pas naturel que la réduction radicale des tarifs douaniers entre les membres de la Communauté n'amène pas chacun d'eux à augmenter la part des autres membres dans son commerce extérieur. Mais le Marché commun européen n'a pas été créé par des forces naturelles aveugles; les privilèges accordés par la Communauté aux pays d'outre-mer auxquels la lient des responsabilités particulières montrent qu'elle est consciente du préjudice qui risquerait sinon d'être porté à l'économie de ces pays. La délégation israélienne est persuadée que la Communauté conclura également des arrangements spéciaux pour répondre aux besoins d'autres petits pays en voie de développement, qui, tout en ne lui étant pas rattachés par des liens politiques, ont ajusté leurs économies en fonction de leurs échanges commerciaux traditionnels avec les membres de la Communauté.

21. Il n'est pas douteux que la rapidité du développement des pays dépend d'une façon décisive des capitaux qui sont mis à leur disposition à cette fin. Les institutions internationales qui fournissent ces capitaux, notamment la Banque mondiale et les deux institutions affiliées, la SFI et l'AID, devraient être renforcées. Ensemble elles ont consenti, rien que pour 1961, des prêts de plus de 1 milliard de dollars. La Banque a réussi à réunir des sommes considérables, mais elle est obligée d'accorder ses prêts à des taux trop élevés pour la plupart des pays en voie de développement, dont la balance des paiements est déjà lourdement grevée par les emprunts contractés aux conditions commerciales normales. La Banque ne cherche donc pas à emprunter le plus de capitaux possible. C'est pourquoi l'AID a été créée, qui doit

fournir pendant 50 ans, pour le financement de projets de développement fondamentaux, des capitaux sans intérêts, en ne prélevant qu'une commission de 3/4 p. 100. Mais l'AID dispose de fonds très limités, et les crédits consentis au cours du dernier exercice ne se sont montés qu'à 134 millions. A défaut de nouveaux fonds dans un bref délai, elle devra suspendre ses prêts vers le milieu de l'année prochaine, comme l'a souligné le Président de la Banque dans son rapport au Conseil d'administration.

22. Lors de la récente assemblée annuelle des Gouverneurs de la Banque et du FMI, M. David Horowitz, gouverneur de la Banque d'Israël, a suggéré que la capacité d'emprunt de la Banque pourrait être utilisée à plein et que les sommes ainsi réunies pourraient être prêtées à des conditions favorables si les ressources de l'AID étaient utilisées pour couvrir le service des intérêts et comme fonds de garantie. La Banque pourrait alors consentir des prêts à grande échelle et à des taux comparables à ceux de l'AID, par exemple 1 p. 100, la différence de 5 p. 100 étant couverte par un subside de cette dernière; comme l'a montré M. Horowitz, un fonds de compensation annuel de 50 millions permettrait à la Banque de prêter 1 milliard de dollars à 1 p. 100. Bien entendu, le subside annuel croîtrait en fonction des sommes prêtées. Ce procédé permettrait de répondre aux besoins des pays en voie de développement et d'atteindre les buts de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

23. La délégation israélienne s'est toujours prononcée en faveur d'un fonds d'équipement des Nations Unies; elle se féliciterait de sa création, ou de la transformation du Fonds spécial en fonds d'équipement. En attendant, il conviendrait de renforcer les institutions internationales de financement qui existent déjà et de les rendre plus efficaces. Elle n'ignore pas non plus l'importance des autres sources de financement et constate avec satisfaction qu'un certain nombre de pays consacrent déjà plus de 1 p. 100 de leur revenu national à cette fin.

24. A côté de l'aide financière extérieure, que les pays avancés devront continuer à fournir au-delà de la présente décennie, d'autres formes d'aide mutuelle sont à la portée des pays en voie de développement eux-mêmes. La diversification de l'agriculture en est un exemple. Israël a acquis, par la force des choses, dans la mise en valeur des terres et la coopération agricole, une grande expérience dont peuvent profiter directement d'autres pays. Le Département israélien de la coopération internationale applique actuellement un programme continu de cours d'agriculture que suivent des étudiants venus de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ces derniers travaillent côte à côte avec les agriculteurs dans des villages collectifs et reçoivent en outre une formation théorique. D'autre part, des experts israéliens vont à l'étranger comme planificateurs et instructeurs, et emploient toujours la méthode directe en prenant une part active aux travaux proprement dits. Les résultats sont souvent remarquables. Ces exemples suffisent à montrer que la coopération peut être d'un grand profit aux pays en voie de développement et ajouter une importante contribution à celle des efforts personnels et de l'aide extérieure.

25. Mlle Hareli fait observer pour conclure que les sujets qu'elle a abordés rentrent dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement et qu'ils devraient être inclus, avec d'autres, dans

^{2/} Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Instruments de base et documents divers, Supplément No 10 (Genève, 1962), p. 29.

l'ordre du jour de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette conférence doit réussir. Il ne faut pas qu'elle déçoive les espoirs des pays en voie de développement. Pour cela, elle doit tenir compte de tout ce que les institutions existantes offrent de positif. Après quoi, il sera possible d'aller de l'avant.

26. M. WODAJO (Ethiopie) pense qu'on reconnaît plus que jamais l'urgence des problèmes du développement économique et social et qu'on les discute avec un plus grand sens des réalités. Non seulement les pays en voie de développement, mais aussi des gens éclairés partout dans le monde les abordent aujourd'hui sans idées doctrinaires préconçues. Le temps n'est plus aux discussions sur les mérites respectifs de la libre entreprise et de la planification, et les pays sous-développés ne se contentent plus d'une analyse théorique des raisons de la stagnation économique de la plus grande partie du monde. Des problèmes pressants se posent avec toute leur acuité. Il ne reste qu'à savoir si la communauté internationale est suffisamment animée du sens de la justice et de ses responsabilités pour agir d'une manière décisive et immédiate.

27. C'est dans le domaine du commerce international que les pays sous-développés rencontrent les plus grandes difficultés et que les responsabilités de la communauté internationale apparaissent avec le plus de clarté. Dès la proclamation de la présente décennie en tant que Décennie des Nations Unies pour le développement, les discussions se sont concentrées à travers le monde sur les questions du commerce international et sur leurs rapports avec le développement des pays sous-développés. Ce thème a dominé la Conférence du Caire sur les problèmes de développement économique et la trente-quatrième session du Conseil économique et social; une place importante lui est également réservée dans les débats de la Deuxième Commission à la session en cours. Il y a un rapport direct de cause à effet entre le développement économique et le commerce international. Les pays sous-développés réalisent le premier au moyen des gains qu'ils tirent du second.

28. L'évolution défavorable des termes de l'échange des pays peu développés se poursuit. De 1958 à 1959, les exportations de l'ensemble des pays de production primaire ont augmenté de 9 p. 100, alors que les recettes d'exportation ne se sont accrues que de 5 p. 100. Pour les six premiers mois de 1961, ces taux sont respectivement de 4 p. 100 et 2 p. 100, en raison d'une nouvelle baisse des prix des matières premières. La détérioration des termes de l'échange frappe l'Afrique plus que toute autre région du monde. De 1958 à 1959 et de 1959 à 1960, l'augmentation des exportations de ce continent a été respectivement de 10 p. 100 et 7 p. 100 en volume, mais seulement de 5 p. 100 et 4,5 p. 100 en valeur. On a estimé que, des 18 zones douanières pour lesquelles on avait des données pour la période 1955-1959, cinq dépendaient pour près de 60 p. 100 des recettes totales provenant de leurs exportations d'un seul produit de base; dans neuf autres, deux produits représentent 50 p. 100 ou plus des exportations totales. En raison de cette dépendance d'un nombre limité de produits, l'Afrique est très exposée aux fluctuations des recettes d'exportation qui accompagnent la tendance générale des termes de l'échange.

29. M. Wodajo avait fait remarquer au Conseil économique et social, lors de sa trente-deuxième session

(1161ème séance), que l'on se rendait compte dans les pays industriels de la nécessité d'amener le revenu des travailleurs agricoles au niveau de celui des ouvriers de l'industrie et que, dans le cas de surproduction de certains produits agricoles, le remède consistait à employer les producteurs de produits primaires dans le secteur industriel. La conscience de ces problèmes a pris plus de force sur le plan international grâce aux discussions qui ont eu lieu au cours de la décennie passée, comme l'indiquent les travaux de la Conférence du Caire et de la dernière session du Conseil économique et social. La décision de ce dernier de convoquer une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement montre que l'on sent que le temps est venu de prendre des mesures concrètes. Les pays en voie de développement, qui ont d'abord demandé une conférence, craignent maintenant que leurs efforts ne soient vains si cette conférence ne se tient qu'après que les pays industriels occidentaux auront terminé leurs négociations sur leur politique commerciale et économique. C'est pourquoi la délégation éthiopienne souhaite que la Conférence se tienne dès juin 1963, bien qu'une date aussi rapprochée puisse rendre sa préparation hâtive et ne soit pas jugée indiquée par un certain nombre de pays industriels occidentaux.

30. La Conférence mettra sans doute l'accent sur les incidences des problèmes du commerce international sur le développement des pays en voie de développement. La délégation éthiopienne reviendra sur ce sujet lors des travaux du Comité préparatoire. A ce propos, elle souhaite que la participation aux travaux de ce comité soit étendue aux pays qui ne sont pas membres du Conseil, ce qui entraînerait un élargissement de sa composition. Elle estime que c'est une responsabilité trop grande pour le petit nombre de pays sous-développés du Comité préparatoire que de parler au nom d'un grand nombre de pays dont les problèmes sont très divers.

31. Aucun principe universel ne peut être posé pour le développement économique. Les problèmes doivent être examinés à la lumière des circonstances. Nul ne peut offrir de solution appropriée en invoquant son expérience historique. Heureusement, un plus grand sens des réalités et un certain pragmatisme semblent enfin se faire jour dans les discussions. On commence à se rendre compte dans les pays sous-développés que les capitaux ne sont pas seuls à déterminer le progrès et que d'autres facteurs sont au moins aussi importants. Avant que l'on puisse parler vraiment de développement économique, il faudrait que chaque pays ait à sa tête des dirigeants doués d'un sens de la justice sociale suffisant et capables d'inciter la population à travailler avec persévérance. On reconnaît également que le développement économique dépend aussi des ressources humaines; celles-ci sont le meilleur atout d'un pays, mais encore faut-il que la population soit instruite et sache profiter des bienfaits de la technologie.

32. Le représentant de l'Ethiopie estime que, si les pays en voie de développement doivent maintenir le taux d'accroissement des investissements, il faut aussi qu'ils obtiennent une rémunération juste de leurs ventes sur le marché international. Le problème du commerce est donc essentiel et il doit servir de point de départ à la Décennie des Nations Unies pour le développement.

33. Pour M. SMID (Tchécoslovaquie), la coexistence pacifique entre systèmes économiques et sociaux

différents est une condition essentielle du progrès de l'humanité. Cette coexistence postule le renforcement de la coopération économique entre tous les pays et d'une concurrence avantageuse pour tous. Telle est la politique poursuivie par la Tchécoslovaquie et les autres pays socialistes, ainsi qu'il ressort du document intitulé "Principes fondamentaux de la division socialiste internationale du travail"; ces principes ont été adoptés par les membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) en juin 1962 et le texte en a été communiqué aux membres de la Deuxième Commission à la demande de la délégation tchécoslovaque. Certains représentants ont fait allusion aux "tendances autarciques" qui se seraient manifestées dans les pays socialistes durant les années 50. Sans doute la Tchécoslovaquie a-t-elle dû recourir alors à certaines mesures économiques pour éviter que la politique d'embargo et de discrimination adoptée par certains pays occidentaux ne retarde la croissance de son économie. Mais ce fait n'autorise personne à parler de "tendances autarciques", et certainement pas ceux qui pratiquaient alors et qui continuent encore de pratiquer une politique discriminatoire.

34. Au stade actuel de développement des forces productrices dans le monde, une large coopération économique est devenue une nécessité objective, car il est désormais impossible à un pays d'assurer le développement continu de son activité économique s'il demeure replié sur lui-même. On constate aujourd'hui, en Europe occidentale et ailleurs, une tendance à étendre la coopération économique au-delà des cadres existants, mais ces efforts ne sont pas toujours positifs. Ainsi, on a déjà fait remarquer qu'en se constituant en groupement économique fermé les pays capitalistes avancés d'Europe occidentale tendent à faire des pays associés moins développés de simples annexes de production, à prolonger leur état de dépendance économique et politique à l'égard des anciennes puissances coloniales et à intensifier les pratiques discriminatoires à l'égard des pays tiers.

35. Il appartiendra à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de veiller à ce que ce type de "intégration" ne devienne pas, aux mains des forces réactionnaires, un instrument dirigé contre les pays tiers, mais à ce qu'il serve la cause d'une coexistence et d'une concurrence pacifiques entre tous les pays, quels que soient leur orientation économique et sociale et le niveau de leur développement économique. Elle devra également contribuer à liquider les séquelles du colonialisme en permettant aux pays en voie de développement d'accéder à l'indépendance économique, seule garantie de leur indépendance politique. Ainsi pourra-t-on supprimer la disparité toujours croissante qui existe entre pays en voie de développement et pays industrialisés. La Conférence aura pour tâche principale de favoriser le développement du commerce international; elle pourra aider les pays en voie de développement à accroître leurs exportations de produits primaires, faire en sorte que le rapport entre les prix des produits primaires et ceux des produits industriels leur soit avantageux, et susciter les conditions propres à leur assurer un débouché pour leurs produits manufacturés et semi-manufacturés. Il faudra en même temps élaborer des principes favorisant le développement entre tous les pays de relations commerciales fondées sur l'égalité et la non-discrimination, et leur donner une base solide en créant une organisation internationale du commerce.

36. A ce propos, plusieurs représentants de pays en voie de développement ont souligné l'importance accrue de leurs relations commerciales avec les pays socialistes et la nécessité de traiter de cette question à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. De son côté, le représentant de la France a noté qu'il ne fallait pas entraver le commerce avec les pays socialistes. Ses remarques présentent un certain intérêt pour la Tchécoslovaquie, pays qui s'est toujours efforcé d'intensifier ses relations commerciales avec tous les pays et qui a favorisé également l'amélioration des techniques commerciales; ce dernier point ne constitue cependant pas le fond de la question; ce qui compte au premier chef, c'est le désir sincère d'intensifier ces relations et de s'abstenir de toute pratique discriminatoire.

37. Plusieurs délégations ont comparé le processus d'intégration économique en Europe occidentale avec celui qu'ont adopté les membres du COMECON. Il peut être utile à ce propos de mentionner certains des principes qui gouvernent les activités du COMECON. Les représentants de tous les Etats qui en sont membres y jouissent de droits égaux et aucune décision ne peut être adoptée sinon à l'unanimité des pays intéressés; il ne s'agit donc pas d'une organisation supranationale. Lorsque le COMECON fait des recommandations, chaque Etat décide lui-même de l'opportunité et de la façon d'en tenir compte. Les principes du profit mutuel et de l'assistance mutuelle sont strictement appliqués. Le fait qu'un pays est membre du COMECON ne porte pas atteinte à ses droits et obligations au sein d'autres organisations internationales ou à ceux qui résultent d'accords ou de traités internationaux conclus précédemment. Les Etats membres n'ont pas conclu entre eux d'accords tarifaires ou préférentiels dont les conditions diffèrent de celles qu'ils appliquent à d'autres pays.

38. Actuellement, les recommandations du COMECON portent sur la coordination des plans de développement des secteurs économiques correspondants des divers pays pour 1961-1965 et des plans envisagés jusqu'en 1980. A cet égard, M. Šmíd rappelle que le représentant de la Nouvelle-Zélande a vivement reproché au document distribué à la demande de la délégation tchécoslovaque d'être "orienté vers l'intérieur", ce qui prouverait l'extraordinaire tendance autarcique des pays socialistes. Le document en question est assurément orienté vers l'intérieur, puisqu'il traite non pas du commerce avec les pays tiers, mais des relations économiques et de la coordination entre les pays membres en vue d'assurer leur propre croissance économique. Ce n'est pas par ses efforts en vue de la croissance économique que le groupement économique européen prête à la critique, mais par les techniques utilisées et les répercussions qu'entraîne, pour les pays tiers, l'application d'une politique discriminatoire. Ces pays n'ont pas à redouter semblable répercussion de l'effort des pays socialistes: en fait, si l'on compare la situation en 1960 avec celle de 1950, le volume total du commerce extérieur des pays socialistes et le volume des échanges des pays socialistes entre eux ont plus que triplé, tandis que les échanges avec les pays tiers ont presque triplé, eux aussi, ce qui montre que la croissance économique des pays socialistes crée les conditions les plus favorables à l'expansion des relations commerciales avec tous les autres pays. Il suffit du reste de se reporter au document déjà mentionné pour voir qu'il ne contient et ne saurait contenir dans ses principes aucun caractère discri-

minatoire: il y est dit en effet que la division socialiste internationale du travail s'établit compte tenu de la division du travail dans le monde, et qu'en développant leurs liens économiques avec tous les pays du monde les pays socialistes consolident la base matérielle de la coexistence pacifique des deux systèmes sociaux et économiques mondiaux.

39. M. Šmíd aborde ensuite une question d'un intérêt fondamental aux yeux de sa délégation, celle de la création d'une organisation internationale du commerce. Certaines délégations soutiennent que ce domaine est déjà couvert par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, mais il faut noter qu'à l'époque où l'Accord a été rédigé seuls les pays capitalistes participaient à son élaboration — exception faite de la Tchécoslovaquie, dont l'économie et le commerce extérieur ne correspondaient pas alors à la structure socialiste de la société —, que l'immense majorité des pays aujourd'hui en voie de développement étaient sous le joug colonial ou en passe de s'en libérer et que le monde était en pleine période de reconstruction, c'est-à-dire que la concurrence sur les marchés mondiaux n'était pas si intense et que le problème des produits de base se présentait sous un jour entièrement différent de ce qu'il est actuellement. Cette situation trouve tout naturellement son expression dans la conception du GATT, dont l'objectif devrait être, selon son préambule, le développement du commerce, la réalisation du plein emploi et le relèvement des niveaux de vie. Nul ne peut trouver à redire à cet objectif. Mais pour ce qui est des méthodes, le GATT s'inspire de la théorie néo-libérale selon laquelle la liberté du commerce suffit à assurer le développement des échanges commerciaux et de l'économie, et toute intervention de l'Etat est non seulement superflue, mais nuisible. Cependant, si l'on examine le développement d'ensemble du commerce au cours des 15 dernières années, on constate que, à côté de résultats positifs dans le domaine des tarifs douaniers, le GATT n'a pu pleinement réaliser toutes les virtualités de l'expansion commerciale et a même contribué à aggraver certaines disparités commerciales entre pays avancés et pays en voie de développement.

40. L'expérience a donc montré que la libre concurrence ne permet pas d'atteindre automatiquement les objectifs du GATT et qu'elle sert surtout les intérêts des pays capitalistes. Dans le même temps, l'expérience des pays socialistes a montré qu'il était impossible, sans intervention de l'Etat, d'assurer l'indépendance complète d'un pays sur la base de la rénovation économique et sociale. Aujourd'hui encore, le GATT n'est guère équipé pour corriger les tendances nuisibles au commerce des pays en voie de développement et, lorsque ces derniers ont tenté d'écouler leurs produits industriels sur les marchés mondiaux, le GATT a critiqué leurs efforts, leur reprochant de déséquilibrer le marché. Enfin, le GATT ne s'intéresse pas, par définition, au commerce entre pays appartenant à des systèmes économiques différents; de plus, il n'est pas un organe des Nations Unies, mais une institution de composition restreinte.

41. Depuis 1955, les pays socialistes ont donc préconisé la convocation d'une conférence économique mondiale destinée à favoriser le développement du commerce international. Pour sa part, la Tchécoslovaquie, qui participa en 1947 aux travaux du comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur

le commerce et l'emploi qui s'est tenue à La Havane, et qui fut un des membres fondateurs du GATT, s'efforce dans toutes les institutions d'éliminer les pratiques discriminatoires et les entraves au commerce international, ainsi que de jeter les fondations d'une coopération commerciale universelle sur la base de l'égalité et du profit mutuel de tous les pays, quel que soit leur système économique ou leur niveau de développement. Il est indispensable que l'Assemblée générale assure la meilleure préparation possible à une telle conférence en élargissant la composition du Comité préparatoire prévu dans la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social. La Tchécoslovaquie, qui entretient des relations commerciales avec pratiquement tous les pays du monde, est prête à participer activement à la conférence et à sa préparation.

42. M. Šmíd dit qu'il a pris connaissance avec un vif intérêt de l'excellente analyse de la situation actuelle des pays en voie de développement, telle qu'elle a été exposée dans le mémoire présenté par la délégation brésilienne à propos de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/C.2/214). Ce mémoire insiste sur la nécessité de créer une organisation internationale du commerce groupant tous les pays. Il contient aussi une évaluation plutôt négative des accords bilatéraux conclus par les pays socialistes. A ce sujet, la Tchécoslovaquie rappelle que ses propres accords sont particulièrement avantageux pour les pays en voie de développement, puisqu'ils prévoient des fournitures payables en monnaie nationale, et que la part des pays en voie de développement dans le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie a doublé durant les années 1953-1955. D'autre part, la nature des exportations tchécoslovaques s'est profondément transformée: les machines et l'équipement, qui ne représentaient en 1938 que 5 p. 100 des exportations tchécoslovaques, atteignent aujourd'hui presque 50 p. 100 du total. La Tchécoslovaquie a adopté le système de paiements multilatéraux avec la plupart des pays d'Europe occidentale dont les devises sont convertibles, mais ce sont précisément ces pays qui soumettent les importations tchécoslovaques à des restrictions discriminatoires et imposent des contingents bilatéraux même pour des produits dont l'importation, dans d'autres cas, a bénéficié de la prétendue politique de "libéralisation".

43. La Tchécoslovaquie est traditionnellement en faveur de l'accès à la mer des pays enclavés et appuie donc sans réserve les vues exposées à ce sujet par le représentant de l'Afghanistan (801ème séance). Mais il faut aussi tenir compte de situations analogues à celle que connaît actuellement Cuba; dans ce cas, la pression des Etats-Unis dénie même à un pays maritime le libre usage de la haute mer à des fins commerciales. Il est de tradition à la Deuxième Commission de s'abstenir de toute discussion politique, mais encore faut-il que le commerce international ne soit pas entravé pour des raisons politiques ou par la volonté de retarder le développement économique d'autres pays, voire de les étrangler; le blocus imposé par les Etats-Unis constitue un acte brutal d'agression économique contre Cuba.

44. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique), prenant la parole sur une motion d'ordre, souligne que la quarantaine actuelle n'a d'autre but que d'empêcher l'arrivée d'un supplément d'armements offensifs destinés à être mis en batterie contre les Etats-Unis.

Attendu que le Conseil de sécurité est déjà saisi de cette question, il prie le représentant de la Tchécoslovaquie de s'abstenir de l'examiner dans le cadre de la discussion générale à la Deuxième Commission, où elle n'a que faire.

45. M. SMID (Tchécoslovaquie) fait observer qu'il examine la question d'un blocus économique en vigueur déjà depuis longtemps. C'est là une question d'ordre économique qui peut et doit être discutée par la Deuxième Commission en vertu même de son ordre du jour. Sans doute se complique-t-elle de considérations politiques, mais ce sont précisément ces considérations qui dictent une attitude préjudiciable à l'expansion des relations économiques entre nations. Telle n'est pas l'attitude de la délégation tchécoslovaque, et il faut espérer que les pays qui rejettent les "tendances autarciques" et la discrimination dans le domaine économique rejettent également cette attitude. Sinon, il ne serait pas surprenant que certains pays prennent prétexte de l'action des Etats-Unis pour étendre leurs pratiques discriminatoires. Déjà, la République fédérale d'Allemagne en a profité pour établir une procédure spéciale pour toutes les cargaisons en provenance des pays socialistes, étendant ainsi au domaine des transports maritimes les pratiques discriminatoires appliquées aux échanges internationaux. La politique du blocus et de la discrimination n'est pas seulement futile et vouée à l'échec, elle ne peut que nuire à la création d'un climat favorable à la coopération économique internationale.

46. Le développement économique rapide des jeunes nations ne va pas sans la liquidation complète du colonialisme. Cette question a été examinée à la Conférence du Caire sur les problèmes de développement économique, qui a également mis l'accent sur l'importance capitale de la mobilisation des ressources locales, de la planification et de l'industrialisation, tout en soulignant la nécessité d'une assistance extérieure. La Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) expose aussi les immenses conséquences pour le développement d'un désarmement général et complet, et il faut espérer que la Commission contribuera par ses travaux à atteindre cet objectif. Seule l'Organisation des Nations Unies peut s'acquitter de cette tâche liée au progrès des pays en voie de développement au cours de la présente Décennie pour le développement, mais elle ne pourra le faire qu'au prix de changements dans la structure du Secrétariat et de ses organes et dans l'orientation des programmes. On n'a pas attaché, par exemple, toute l'attention voulue à l'industrialisation, à la réforme agraire et à la planification du développement. Il faut en outre assurer une meilleure coordination entre les diverses institutions, sans que cette coordination serve de prétexte à renforcer l'influence d'institutions financières dominées par un petit nombre de puissances et favorables à la pénétration des monopoles internationaux dans les pays en voie de développement.

47. On a comparé récemment le capital privé à un touriste. Le touriste, a-t-on dit, se rend dans les pays où il est bien accueilli et où sa sécurité est assurée. Mais il faut ajouter que mieux le touriste est traité plus il s'en retourne pauvre. Tel n'est pas le cas de l'investisseur privé: il se remplit les poches; chacun sait que les bénéfices rapatriés chaque année dépassent de beaucoup le volume des nouveaux capitaux privés investis dans les pays en voie de développement. En revanche, l'assistance que la

Tchécoslovaquie accorde à ces pays sert au premier chef à développer leurs ressources, à assurer leur industrialisation et à former leur propre personnel. Par principe, la Tchécoslovaquie n'exporte pas de capitaux, car ceux-ci absorberaient les bénéfices des pays en voie de développement et priveraient ces derniers de nouvelles possibilités de se développer. La Tchécoslovaquie accorde des crédits à long terme et à faible taux d'intérêt pour des machines et du matériel destinés aux industries clefs, et ces crédits sont généralement remboursés par la fourniture de produits des pays en voie de développement. Une coopération sur la base du profit mutuel et du respect de la souveraineté nationale favorise ainsi le renforcement des relations commerciales que la Tchécoslovaquie entretient avec 31 pays.

48. En ce qui concerne la réglementation envisagée du prix des produits de base, il faudra que l'ONU s'attache davantage à la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, faute de quoi l'accroissement des recettes d'exportation ira remplir les coffres des monopoles au lieu d'accélérer le progrès économique des pays en voie de développement et d'élever le niveau de vie des populations laborieuses. Les monopoles associés à des industries de transformation situées dans la métropole n'ont pas intérêt à la hausse des prix des produits de base. Au contraire, des prix bas permettent de maintenir le niveau peu élevé des salaires de la main-d'œuvre autochtone tout en préservant les bénéfices énormes qui résultent de la transformation des produits. C'est ce qu'a encore confirmé récemment le révérend Michael Scott lorsqu'il a parlé à la Quatrième Commission (1331ème séance) de la situation dans les sociétés extractives de la Rhodésie, de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain; elles continuent, malgré les progrès de la technique et les fluctuations des prix des produits sur les marchés mondiaux, à payer aux travailleurs autochtones les mêmes salaires de famine qu'il y a 30 ou 40 ans. Si l'on veut que les pays en voie de développement deviennent réellement maîtres de leurs richesses naturelles, il faudra mettre fin à la pratique de traités inégaux imposés par les puissances coloniales aux pays qui se sont libérés de leur joug et par lesquels elles s'efforcent d'y maintenir leur statut monopoliste et privilégié. Cette question devra recevoir toute l'attention qu'elle mérite lorsque la Commission abordera l'examen de la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

49. La délégation tchécoslovaque exprime l'espoir qu'en concentrant ses efforts sur l'adoption de mesures internationales concrètes la Commission pourra contribuer à améliorer la situation économique de tous les pays, à encourager une coopération internationale et une concurrence économique amicale et à renforcer ainsi la paix entre nations.

50. M. KITTANI (Irak), usant du droit de réponse que s'est réservé sa délégation, répond aux observations faites par le représentant de Chypre à la séance précédente. Ce dernier, parlant des instituts économiques régionaux dont la création, avec l'assistance du Fonds spécial, a été décidée à la seizième session de l'Assemblée générale, a dit qu'il avait été déçu de voir que les pays arabes n'avaient pas donné suite à l'initiative qu'ils avaient prise avec beaucoup de zèle, mais peut-être un peu de jalousie l'année précédente, en demandant l'inclusion d'une disposition spéciale dans la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée

pour répondre aux besoins spéciaux de certains pays d'Asie, des pays arabes surtout, qui ne sont membres d'aucune des commissions économiques régionales, sous les auspices desquelles les instituts de développement et de planification économiques devaient être créés. Il avait paru à ces pays que leurs intérêts étaient de plus en plus négligés à la suite de la décentralisation des activités de l'ONU dans le domaine économique et social. Des raisons bien connues, surtout la question de la Palestine, exigeaient une rédaction soigneuse de ce qui est devenu le paragraphe 1 de la section I de la résolution. La délégation chypriote aurait dû le comprendre au lieu de rouvrir le débat. Le représentant de l'Irak désire expliquer deux points: d'abord, le fait que les autres instituts sont organisés dans le cadre des commissions économiques régionales montre que l'appareil nécessaire à leur création existe déjà. D'autre part, les pays arabes, n'appartenant à aucune commission économique régionale, n'ont pas les moyens d'accélérer les discussions sur la nature d'un tel institut, le lieu de son siège, ses modalités financières, etc. Mais les consultations se poursuivent activement et si elles tardent à produire les résultats souhaités, ce retard ne justifie pas la façon inattendue dont le représentant de Chypre a parlé.

51. M. AKYAMAC (Chypre) répond au représentant de l'Irak qu'il est d'accord dans une grande mesure avec lui au sujet du premier point qu'il a mentionné, mais qu'il a malheureusement omis une partie de la déclaration de la délégation chypriote. Celle-ci notait que, pour des raisons techniques, bien que membre de la CEE, Chypre devait compter sur l'institut dont la création était envisagée pour la région du Moyen-Orient et que, par conséquent, cette question intéres-

sait vivement Chypre. Ce n'est qu'après de multiples représentations auprès des pays arabes que ceux-ci ont accepté la rédaction finale du paragraphe du dispositif cité par le représentant de l'Irak. Loin de constituer une critique, les mots "zèle" et "jalousie" ont été employés dans la déclaration chypriote dans un esprit constructif. Quant au second point, le représentant de Chypre admet que les pays arabes ont besoin d'un certain temps pour décider de l'endroit où sera créé cet institut, mais il lui semble qu'une année devrait suffire pour mener les consultations et arriver à un certain accord. La délégation chypriote a fait une déclaration qui ressemble beaucoup à celle de la délégation syrienne lors de la 809^{ème} séance, et d'où il ressort que Chypre s'intéresse vivement à la création de l'institut en question, le pays souffrant d'une pénurie de personnel qualifié. La délégation chypriote regrette que le représentant de l'Irak ait mal interprété les termes de sa déclaration. Elle serait entièrement satisfaite si, comme M. Kittani l'a dit, les pays arabes étaient à la veille d'un accord.

52. M. KITTANI (Irak) dit que sa délégation n'a pas l'intention de rouvrir le débat qui a mené à l'adoption de la résolution citée. Personne n'a accusé le représentant de Chypre d'avoir mis en cause un gouvernement ou une délégation. La délégation irakienne n'a fait que protester contre les termes utilisés par le représentant de Chypre. M. Kittani a expliqué les raisons du retard dans la création d'un institut et ajoute que Chypre ne sera pas tenu à l'écart. Il espère que cet institut sera fondé le plus rapidement possible.

La séance est levée à 17 h 55.